

À JEUNESSE ET SPORTS : LES MOBILISATIONS PAIENT !

Amélioration des carrières

Grâce au travail opiniâtre de leurs commissaires paritaires, les personnels JS ont bénéficié de la transposition des mesures PPCR (Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations) des enseignants de l'Éducation Nationale. Avec 1 an et ½ de retard (les CAP se sont tenues en mars 2019), les premiers professeurs de sport et CTPS sport ont pu accéder à la classe exceptionnelle au titre de 2017 et 2018, avec un effet rétroactif. De plus, l'Administration a compris l'intérêt de promouvoir des collègues proches de la retraite, plutôt que de nommer une majorité de jeunes qui bloqueraient tout accès à ce grade pendant des années. De plus, les négociations PPCR ont permis de travailler sur des barèmes pour accéder à la hors classe, qui ont été mis en œuvre pour la première fois cette année, assurant ainsi une meilleure transparence et équité de gestion.

Défense du statut

Alors que le gouvernement avait demandé au ministère des sports de réduire ses effectifs de moitié d'ici 2022 (- 1 600 postes) et que la ministre avait annoncé le détachement des Conseillers Techniques et Sportifs, les mobilisations ont permis, pour l'instant, de faire reculer ces projets. Les actions intersyndicales pour médiatiser cette attaque d'une ampleur inouïe et dénoncer les risques encourus ont payé. En organisant des manifestations des personnels JS, en mobilisant plusieurs sportifs de haut niveau, en contraignant les fédérations à s'exprimer publiquement contre ce projet, en informant les parlementaires pour qu'ils s'opposent aux réformes, le SNEP-FSU et les autres syndicats JS ont réussi à faire médiatiser leur combat pour la défense du service public du sport. Résultat : Matignon indique désormais que la baisse des effectifs JS n'est plus un objectif (il faut d'abord s'intéresser aux mis-

sions que l'État souhaite conserver) et la ministre des sports ne mettra pas en œuvre le détachement dès septembre 2019, préférant se donner le temps de concerter (quelques mois) plutôt que de passer en force.

Certes, les projets ne sont pas définitivement enterrés et le combat doit se poursuivre, tout en maintenant un travail de conviction autour des propositions alternatives du SNEP-FSU. C'est d'ailleurs le message que nous portons lors des nombreuses audiences aux-

quelles nous avons participé cette année (Élysée, Matignon, Ministères, Assemblée Nationale, Sénat, Cour des Comptes, Conseil Economique Social et Environnemental,...).

A l'heure où le gouvernement tente de discréditer l'action syndicale, nous ne pouvons qu'être fiers de ces premiers résultats, qui en appellent d'autres, avec le concours de chacun(e).

gwenaelle.natter@snepsfu.net



TOUJOURS PLUS D'INÉGALITÉS EN FRANCE...

Année après année, le constat reste malheureusement le même, les inégalités se creusent en France comme l'atteste le rapport 2019 de l'Observatoire des inégalités. Les politiques économique, fiscale et sociale portées par le gouvernement E. Philippe accentuent cette situation. Les inégalités sont multiples qu'elles soient liées aux revenus, à l'éducation, au logement, à l'accès au soin...

Sur la question des revenus, le rapport indique que les 10% les plus riches disposent de 7 fois plus que les 10% les plus pauvres et si l'on prend en compte les 1% les plus riches, ces derniers cumulent 17% de l'ensemble du patrimoine de l'ensemble des ménages. Ce rapport ne prend pas en compte les données post élections présidentielles que sont la suppression de l'ISF et la baisse de l'impôt sur les revenus financiers, les choses vont donc s'amplifier, accentuant encore le fossé des inégalités et plongeant encore plus de citoyens dans la pauvreté.

Ces inégalités sont en grande partie liées aux écarts de revenus et ce n'est pas avec la politique d'emploi, de rémunération du travail, que les choses vont changer.

Le nombre de sans-domicile fixe n'est donc pas prêt de se réduire, contrairement à l'engagement de Macron de faire en sorte qu'il n'y ait plus une personne à la rue en France. Or, force est de constater que cette année aura vu encore plus de 500 personnes mourir sur nos trottoirs, alors que la richesse de la France n'a jamais été aussi élevée.

Ces inégalités n'épargnent pas nos élèves et nous les retrouvons dans nos classes, alimentant toujours plus l'échec scolaire et confinant notre service public à une reproduction de l'ordre social établi. L'émancipation et l'ascenseur social que jouait l'éducation sont mis



à mal, et les réformes en cours vont à coup sûr dégrader encore la situation.

Si des politiques en rupture avec celles en œuvre depuis tant d'années ne sont pas engagées, nous continuerons de faire ces terribles constats d'une France fracturée.

Force est de constater que nous devons faire face à la poursuite de la politique menée depuis

l'arrivée de Macron au pouvoir. Il a clairement annoncé qu'il ne changerait pas de cap, message conforté par le discours de politique générale du premier ministre devant l'assemblée nationale ; le 12 juin.

Les inégalités ne sont pas une fatalité mais relèvent bel et bien des choix politiques opérés. Imposons donc un changement de cap !

polo.lemonnier@snepsfu.net